

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

CANADA

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉTUDES FISCALES

B.J. Arnold, Jacques Sasseville, Eric M. Zolt (éd.), *The Taxation of Business Profits Under Tax Treaties*, Association canadienne d'études fiscales, décembre 2003, 320 pages.

Pour commander : <http://www.acef.ca/whatsnew/recentpubs.asp>

Un recueil d'études sur l'imposition des bénéfices d'entreprise en vertu des conventions fiscales.

● In a global economy dominated by multinational enterprises, one of the most pressing tax issues is how revenue derived from the taxation of business profits should be allocated among competing jurisdictions. At present, this allocation is governed primarily by the provisions of the rapidly expanding network of bilateral tax treaties. This collection of papers by internationally recognized tax-treaty experts examines the most important aspects of the taxation of business profits under tax treaties, including : the permanent establishment and other threshold requirements, source rules, the use of a separate-entity/arm's-length or combined reporting/formulary apportionment approach for the computation of business profits, and the special problems encountered in enforcing taxes against non-residents.

FRASER INSTITUTE

Eugene Beaulieu, Kenneth J. McKenzie, Jimmy Stéphane Vu, Jean-François Wen, *Effective Tax Rates and the Formation of Manufacturing Enterprises in Canada*, Fraser Institute Digital Publication, janvier 2004, 31 pages.

<http://www.fraserinstitute.ca/admin/books/files/EffectiveTaxRates.pdf>

Une étude compare la charge fiscale totale des entreprises dans six provinces, dont le Québec, sur une période de 28 ans; conclusion, la charge fiscale a augmenté durant cette période.

● Policy analysts and governments are increasingly concerned with the "competitiveness" of the fiscal system relative to other jurisdictions. This is particularly true in the case of tax policy and, even more particularly, in the case of taxes levied on businesses. In a recent survey of investment fund managers in Canada, respondents were asked to rank policy areas in order of their importance in fostering a positive investment climate. The top four of ten policy areas were all related to taxation: corporate income tax, personal income tax, corporate capital tax, and capital gains tax. In order to understand the competitiveness of a tax structure, it is imperative to consider the broad range of taxes that affect the costs of all inputs into

production. We argue that simply comparing things like statutory Corporate Income Tax (CIT) rates does not provide a very clear picture of the overall tax structure. Surprisingly, the overall pattern of the Canadian business tax system has not been carefully examined. This publication addresses this by presenting and analyzing a summary measure of the tax structure for 21 Canadian manufacturing industries in six provinces (British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario and Quebec) over 28 years, from 1970 to 1997. The summary measure is known as the Effective Tax Rate on Marginal Cost (ETRMC). The ETRMC is the effective excise tax rate imposed on the cost of producing an incremental unit of output. It provides a consistent measure of the tax structure based on the economic theory of the firm and allows the comparison of the tax structure across industries, provinces, and time. We find that the ETRMC increased on average over this period rather than declining along with the observed reductions in statutory CIT rates.

Neils Veldhuis, Jason Clements, « Does Canada have a Marriage Tax Penalty? », dans *Fraser Forum*, mars 2004, 4 pages.

<http://www.fraserinstitute.ca> (Cliquer à droite sur la revue Fraser Forum de mars 2004, puis sur le titre de l'article)

Le système fiscal canadien pénalise les familles à un seul revenu, par rapport aux familles à deux revenus.

■ Contrairement aux États-Unis, où il existe une « pénalité au mariage », c'est-à-dire qu'un couple non marié paie moins d'impôt qu'un couple marié gagnant le même revenu total, le Canada n'impose pas différemment les couples mariés ou non. Toutefois, les familles ayant un seul revenu plutôt que deux sont pénalisées, parce que le montant pour époux ou conjoint de fait est inférieur au montant personnel de base, et en raison du barème progressif des taux d'imposition. Ainsi, un couple dont les deux conjoints travaillent paiera moins d'impôt qu'un couple ayant le même revenu total et où un seul conjoint travaille. Selon les auteurs, ceci crée une iniquité, le principe d'équité fiscale voulant que deux familles qui bénéficient du même revenu total paient les mêmes impôts.

INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES (IRPP)

Thomas J. Courchene, « Confiscatory Equalization: The Intriguing Case of Saskatchewan's Vanishing Energy Revenues », dans *Choices*, vol. 10, no. 2, mars 2004, 42 pages.

<http://www.irpp.org/choices/archive/vol10no2.pdf>

L'actuelle formule de péréquation détrousserait la Saskatchewan de ses revenus énergétiques.

■ L'IRPP a publié le 4 mars cette étude dans laquelle l'auteur soutient que le programme de péréquation du Canada confisque à la Saskatchewan ses revenus énergétiques compte tenu du taux de récupération fiscale de 125 p. cent auquel ils sont soumis. À l'inverse, les provinces sans revenus énergétiques tirent de la péréquation liée à cette filière des fonds considérables variant de 16 millions de dollars pour l'Île-du-Prince-Édouard à 872 millions de dollars pour le Québec.

STATISTIQUE CANADA

Statistique Canada, *Tableau sur les statistiques financières et fiscales pour l'année 2002*, 8 mars 2004, 1 page.

<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/040308/q040308a.htm>

Les bénéfices d'exploitation des sociétés canadiennes ont augmenté de 1 % en 2002, alors que les impôts payés par les sociétés ont diminué de 1,5 %.

■ Les bénéfices d'exploitation des sociétés ont augmenté de façon modérée en 2002, qui a été une année de croissance remarquable pour l'économie canadienne. Dans l'ensemble, les sociétés canadiennes ont accumulé au total 172,7 milliards de dollars de bénéfices en 2002, soit une augmentation de 1,0 % par rapport à 2001. Les bénéfices des sociétés ont atteint un niveau record de 192,2 milliards de dollars en 2000, grâce notamment aux bénéfices élevés du secteur de l'énergie et à l'essor du secteur de l'électronique et des télécommunications. La hausse légère des bénéfices en 2002 a fait suite à une baisse marquée de 11,0 % en 2001. Le total de l'impôt payé par les sociétés a diminué de 1,5 % en 2002 pour se situer à 35,2 milliards de dollars, soit une baisse moins marquée que celle de 9,5 % enregistrée en 2001.

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Chambre des Communes, Projet de loi C-30 : *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 23 mars 2004*, Troisième session, trente-septième législature, 52-53 Elizabeth II, 2004, 31 mars 2004, 122 pages.

http://www.parl.gc.ca/PDF/37/3/parlbus/chambus/house/bills/government/C-30_1.PDF

Dépôt d'un projet de loi sur les initiatives budgétaires de 2004.

■ Le ministre des Finances, Ralph Goodale, a déposé un projet de loi visant la mise en œuvre de certaines dispositions du budget présenté à la Chambre des communes le 23 mars 2004. Ce projet de loi prévoit notamment le renouvellement sur cinq ans (de 2004-2005 à 2008-2009) du programme fédéral-provincial de péréquation, ainsi que la mise en œuvre du remboursement intégral aux municipalités de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la part fédérale de la taxe de vente harmonisée (TVH), une mesure qui se traduira par un allègement de TPS/TVH d'une valeur estimée à 7 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années pour les administrations municipales.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

Vérificateur général du Québec, *Rapport du Vérificateur général à l'Assemblée nationale pour l'année 2002-2003 – Rapport concernant la vérification des états financiers consolidés du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 2003*, mars 2004, 40 pages.

<http://www.vgq.gouv.qc.ca> (Cliquer sur "Nouveautés" puis sur le premier document de la liste, "*Rapport concernant la vérification des états financiers consolidés du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 2003*")

Le Vérificateur général dépose un complément à son rapport pour l'année 2002-2003 : le gouvernement tarde toujours à tenir compte de certaines recommandations quand au périmètre comptable et aux engagements financiers du gouvernement.

■ Ce rapport est déposé à l'Assemblée nationale à l'occasion de la publication des Comptes publics du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 2003. Il complète le rapport de certification des états financiers consolidés du gouvernement qui est joint aux Comptes publics. Ce complément fait état de trois restrictions quant à l'opinion du Vérificateur sur les états financiers consolidés du gouvernement : les états financiers ne font pas mention des engagements financiers du gouvernement eu égard aux régimes de retraite des employés du secteur public; le gouvernement n'inclut toujours pas dans son périmètre comptable les entités du réseau de l'éducation et celles du réseau de la santé et des services sociaux, de même que la Corporation d'hébergement du Québec et Financement-Québec; la provision pour pertes sur les interventions financières garanties n'est pas calculée selon une méthode appropriée.

ÉTATS-UNIS

TAX POLICY CENTER (URBAN INSTITUTE – BROOKINGS INSTITUTION)

Elaine Maag, *Relationship Between Tax Entry Threshold and Poverty*, 15 mars 2004, 1 page.
http://www.urban.org/UploadedPDF/1000625_TaxFacts_031504.pdf

Pour les familles à faible revenu, le seuil d'assujettissement à l'impôt fédéral américain est supérieur au seuil de pauvreté.

● The tax entry threshold is the amount of income a family can earn before owing federal income taxes. The poverty threshold is considered to be the minimum dollar amount needed for individuals, couples, or families to purchase food and meet other basic needs. The poverty level increases with family size. How the two relate provides one way to measure how the tax system treats low-income families. If the tax entry threshold falls below the poverty threshold, policy makers might be concerned that low-income families are being asked to pay too much tax. Because the poverty threshold already adjusts for family size, differences between the ratios of the tax entry threshold to the poverty threshold for families with and without children show the relative generosity of the tax system toward families with children.

JOINT COMMITTEE ON TAXATION

Joint Committee on Taxation, *Comparison of the tax and pension provisions of H.R. 3108, as passed by the House and the Senate*, 5 mars 2004, 16 pages.
<http://www.house.gov/jct/x-17-04.pdf>

Une analyse comparative du "Pension Funding Equity Act", avant et après les amendements apportés par le Sénat le 28 janvier 2004.

● H.R. 3108, the "Pension Funding Equity Act of 2003", was passed by the House of Representatives on October 8, 2003. On January 28, 2004, the Senate passed an amendment to H.R. 3108, the "Pension Stability Act". (In addition, H.R. 3521, the "Tax Relief Extension Act", as passed by the House on November 20, 2003, contains provisions similar to those in H.R. 3108.) This document, prepared by the staff of the Joint Committee on Taxation, provides a comparison of the tax and pension provisions of H.R. 3108, as passed by the House and the Senate. (References to relevant provisions in H.R. 3521, as passed by the House, are also included.) This document includes a summary comparison of the provisions in the bills and may not reflect all technical differences.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

Robert Sunshine, Robert Dennis et Thomas Woodward (dirs.), *An Analysis of the President's Budgetary Proposals for Fiscal Year 2005*, mars 2004, 56 pages.
<ftp://ftp.cbo.gov/51xx/doc5151/03-08-PresidentsBudget.pdf>

Analyse des impacts économiques de certaines mesures fiscales proposées dans le dernier budget aux États-Unis.

■ Dans une analyse récente du budget fédéral 2005 des États-Unis, le Congressional Budget Office traite des impacts économiques de la politique fiscale actuelle. Une analyse économique est aussi proposée relativement à certaines mesures rendues permanentes par le dernier budget, soit la réduction de l'imposition des gains en capital et des dividendes après 2008, l'expansion des régimes d'épargne non imposables et l'abolition de la taxe sur les successions.

NATIONAL TAX ASSOCIATION

Lillian F. Mills, Kaye J. Newberry, « Do Foreign Multinationals' Tax Incentives Influence Their U.S. Income Reporting and Debt Policy? », *57 National Tax Journal* 89-107, (mars 2004), 19 pages.

<http://ntj.tax.org> (résumé seulement, texte intégral accessible aux membres du NTA)

Étude des facteurs qui influencent les revenus déclarés aux États-Unis par les filiales de multinationales étrangères.

● Using a matched sample of financial data on foreign multinationals and confidential income tax return data on U.S. foreign-controlled corporations (FCCs) during 1987-1996, we examine whether the tax incentives of foreign multinationals influence their U.S. tax reporting. We find that foreign multinationals with relatively low average foreign tax rates report less taxable income and use more debt in their FCCs than those with relatively high average foreign tax rates. Our findings provide insights regarding the complex reporting behavior of FCCs and have implications for U.S. tax policy.

Ryan D. Edwards, « Macroeconomic Implications of the Earned Income Tax Credit », *57 National Tax Journal* 45-65, (mars 2004), 22 pages.

<http://ntj.tax.org> (résumé seulement, texte intégral accessible aux membres du NTA)

Le crédit d'impôt remboursable pour revenu de travail est un outil fiscal efficace pour stimuler la consommation, selon une analyse macroéconomique.

■ The permanent income hypothesis of Modigliani and Brumberg (1954) and Friedman (1957) remains an influential framework for thinking about dynamic economic behavior. Its empirical relevance has been repeatedly questioned, however. An influential model that has grown out of the literature on this topic is the savers-spenders theory (Campbell and Mankiw, 1990). Since aggregate consumption is excessively sensitive to income, the model posits that only a constant share of individuals in the economy follows the permanent income hypothesis. The other share follows a simple rule of thumb and consumes current income. The aggregate marginal propensity to consume out of current income is therefore interpreted as the share of spenders in the economy. If this view is correct, fiscal policy has non-neutral effects to the extent that it impacts spenders. For a given fiscal tool, knowing the correct share of spenders in the target subpopulation is therefore critical to gauging the efficacy of the fiscal tool. This paper investigates the excess sensitivity of aggregate consumption to a particular fiscal tool: the Earned Income Tax Credit (EITC). The EITC targets low-income working families with children, and most eligibles receive a single annual payment of around \$1,000. The key insight of this paper is that macroeconomic data can be used to measure and characterize the consumption effects of the EITC. Macroeconomic data measure both the stimulus and the consumption effect along the timing and quantity dimensions. In the case of the EITC, a distinct pattern of shifting seasonally appears to provide the requisite identification. Estimates of the relevant spender share, around 0.7, are much higher than have been found among other groups. Results are consistent with other empirical findings that consumption is excessively sensitive to income, and they suggest that the EITC is a much more effective fiscal stimulus tool than broad-based tax refunds.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

Michael P. Devereux, Rachel Griffith, Helen Simpson, *Agglomeration, Regional Grants and Firm Location*, décembre 2003, 49 pages.

<http://www.ifs.org.uk/workingpapers/wp0407.pdf>

Les subventions offertes par les gouvernements aux sociétés pour s'établir dans une région spécifique auraient un effet significatif, bien que limité.

■ This paper examines the determinants of new plant locations. In particular, the paper looks at whether discretionary government grants influence the location of new plants, and how effective these incentives are in the presence of agglomeration and urbanisation externalities – that is, benefits arising from locating near to other firms in the same industry or in an area with a diverse industrial structure. The specific government grants we consider are Regional Selective Assistance grants that are available in designated Assisted Areas of the UK. We examine these questions using data on new plant entrants to the production sector in Great Britain, together with matched information on Regional Selective Assistance grant offers. We look at those new entrants that appear a priori to be more mobile – new plants owned by existing firms, (either UK groups or foreign multinationals). Our findings are of interest in the context of government policies concerned with regional variation in economic performance. We find that industry agglomeration effects play a role in location choice. Plants in more agglomerated industries choose to locate near to other plants within the same industry. New foreign-owned plants choose to locate near to other foreign-owned plants within the same industry. Our results therefore point to the existing geographic distribution of industries as being an important determinant of new plant location. Regional Selective Assistance grants are found to have a significant effect in attracting plants to specific locations. However, the effect is small. The estimated elasticity of the probability of choosing to locate in a particular region with respect to the expected grant offer ranges from 0.04 to 0.13. Taken together, our findings suggest that, to the extent that regional grants are effective in inducing firms to locate in particular areas, they may bring further dynamic benefits to those regions by increasing the probability that subsequent new plants locate there.

Orazio Attanasio, James Banks, Richard Blundell, Robert Chote, Carl Emmerson, *Pensions, Pensioners and Pensions Policy: Financial security in UK retirement savings?*, mars 2004, 24 pages.

<http://www.ifs.org.uk/pensions/bn48.pdf>

Pour un système de retraite efficace: assurer l'équité intergénérationnelle des cotisants, partager le risque entre les employeurs et les employés et encourager l'épargne individuelle.

● There can be few areas of public policy evidently as important, yet apparently as intractable, as the design of a fair and efficient pension system. While we should all be thankful that life is no longer as 'nasty, brutish and short' than it was in the days of Thomas Hobbes, the unexpectedly rapid ageing of the population makes it all the more urgent to design a system that will encourage those who can provide for their own retirement while helping those who reach the end of their working lives with insufficient wealth to sustain what society regards as an acceptable standard of living. Needless to say, these objectives frequently – and perhaps inherently – conflict. In dealing as best they can with the inevitable trade-offs, policymakers need to have three important questions (among many others) in mind. First, is the financial support offered to pensioners by the state in retirement sustainable in terms of the burden it places on the working population, who pick up most of the bill in the form of taxation? Second, are the mechanisms by which the private financial sector helps people save for retirement sustainable in the sharing of risk between employers and employees? And, third, is the way in which the state and private systems interact sustainable in the sense that the combination promises people a reasonable degree of financial security without creating unduly powerful disincentives for them to work and save? The answers to these questions depend on a multitude of complex factors, ranging from demography to investment returns, and from labour market opportunities to financial literacy. None is easy to resolve, but empirical microeconomic analysis can help shed light on all of them. This paper outlines some of the contributions that research funded by the ESRC and others has made to answering each of them.

INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, *Projet de l'OCDE sur les pratiques fiscales dommageables : Rapport d'étape 2004*, 22 mars 2004, 20 pages.

<http://www.oecd.org/dataoecd/60/34/30901107.pdf>

Publication du Rapport d'étape 2004 sur les pratiques fiscales dommageables : des progrès majeurs accomplis par les pays membres.

■ En 1998, l'OCDE a mis au point un cadre visant à enrayer le développement des pratiques fiscales dommageables concernant les activités mobiles sur le plan géographique, telles que les activités financières et autres activités de services en adoptant le rapport intitulé « *Concurrence fiscale dommageable : un problème mondial* ». L'OCDE tente ainsi de promouvoir des principes qui sont destinés à permettre à chaque pays d'appliquer sa propre législation fiscale sans subir les interférences de pratiques qui ont pour effet de saper l'équité et l'intégrité de son système fiscal. Avec ce rapport, l'OCDE fait part des progrès réalisés dans la lutte contre les pratiques fiscales dommageables dans neuf domaines différents, soit les assurances, le financement et le crédit-bail, la gestion de fonds, les banques, les régimes des sièges sociaux, les régimes des centres de distribution, les régimes des centres de services, les régimes des transports maritimes et les activités diverses. Les pays de l'OCDE ont fait des progrès majeurs avec la modification ou la suppression de plus de 30 des régimes fiscaux préférentiels identifiés en 2000 comme potentiellement dommageables.

OCDE, *Projet de l'OCDE sur les pratiques fiscales dommageables : Indications pour l'application du rapport 1998 aux régimes fiscaux préférentiels*, 22 mars 2004, 137 pages.

<http://www.oecd.org/dataoecd/60/31/30901141.pdf>

Régimes fiscaux préférentiels : comment limiter les pratiques fiscales dommageables.

■ Avec une analyse détaillée, ce document offre des indications pour faciliter l'évaluation des régimes préférentiels existants ou futurs dans le but de limiter les pratiques fiscales dommageables. L'analyse porte sur les domaines de la transparence et des échanges effectifs de renseignements, les prix de transfert, les décisions anticipées, la gestion de fonds, les sociétés holding et le transport maritime.

OCDE, *Les impôts sur les salaires 2002/2003 (extraits)*, 17 mars 2004, 6 pages.

<http://www.oecd.org> (Cliquer sur les liens suivants : Français/Par thème [à gauche]/Fiscalité/Publications et document [en haut]/Publications [dans la liste]/*Les impôts sur les salaires 2002-2003 (extraits)*)

Une étude de l'OCDE montre que les coins fiscaux continuent à diminuer.

■ Les coins fiscaux concernant la main-d'oeuvre, c'est-à-dire la différence entre la somme que versent les employeurs sous forme de salaires et de charges de sécurité sociale et le revenu disponible des salariés après impôts et déduction des cotisations de sécurité sociale, baissent dans beaucoup de pays de l'OCDE ce qui contribue à atténuer un obstacle majeur à la création d'emplois et à l'incitation à travailler. C'est l'Irlande, avec une réduction de 18,3 points, qui a connu la plus forte baisse du coin fiscal entre 1996 et 2003, suivie par la Hongrie (9,9 points), les États-Unis (8,3 points), l'Italie (8,2 points) et le Royaume-Uni (7,0 points). Toutefois, dans un certain nombre de pays, le coin fiscal a augmenté au cours de la période, et c'est l'Islande qui a connu son plus fort accroissement, avec 9,5 points, suivie de la République slovaque (7,1 points) et de la Turquie (3,8 points). L'étude complète paraîtra au courant du printemps sous le titre *Les impôts sur les salaires 2002/2003*.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Marc Bachand, Dominic Castonguay, Marc Desjardins, Mélanie Dolbec,
Pierre-Louis Le Saunier, Hélène Oigny